



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/1986/114
17 juin 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Seconde session ordinaire de 1986
Point 22 de l'ordre du jour provisoire*

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET
AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES
INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Rapport du Président du Conseil sur les consultations tenues avec le
Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et avec le Président
par intérim du Comité spécial contre l'apartheid

I. COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI
CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI
DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

1. A sa seconde session ordinaire de 1985, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1985/59 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Au paragraphe 17 de cette résolution, le Conseil a prié son président de poursuivre les consultations sur ces questions avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'avec le Président du Comité spécial contre l'apartheid, et de lui faire rapport à ce sujet.
2. A sa 1286ème séance, le 9 août 1985, le Comité spécial a adopté une résolution sur la question, par laquelle il décidait de continuer à examiner le problème et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session 1/.
3. A sa quarantième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 40/53, au paragraphe 25 de laquelle elle priait le Conseil économique et social de continuer à envisager, en consultation avec le Comité spécial, des mesures

* E/1986/100.

appropriées pour coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

4. Il est rendu compte ci-après des consultations tenues entre le Président du Conseil et le Président par intérim du Comité spécial, conformément aux dispositions des résolutions susmentionnées.

5. Le Président du Conseil et le Président par intérim du Comité spécial ont noté avec satisfaction qu'au cours des 25 ans écoulés depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de nombreux anciens territoires coloniaux avaient accédé à l'indépendance grâce, principalement, aux luttes de libération menées courageusement par les habitants de ces pays sous la direction de leurs mouvements de libération nationale et que de nombreux anciens territoires sous tutelle et territoires non autonomes avaient exercé leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux dispositions de la Déclaration. Les deux présidents ont noté avec une profonde préoccupation qu'en dépit de ces résultats positifs, la situation en Afrique australe continuait de menacer gravement la paix et la sécurité en raison de la répression de plus en plus violente et impitoyable qu'exerce l'Afrique du Sud contre les habitants d'Afrique du Sud et de Namibie, de sa politique d'apartheid et d'autres violations flagrantes des droits de l'homme, de ses actes répétés d'agression armée et de ses tentatives de déstabilisation militaire, politique et économique à l'encontre des Etats souverains de la région ainsi que de son non-respect et de ses violations persistants des résolutions et décisions de l'ONU. Condamnant résolument les dernières attaques aériennes lancées par le régime d'apartheid contre les Etats voisins d'Afrique, les deux présidents ont fait observer que ces violations flagrantes de l'intégrité territoriale de pays indépendants s'inscrivaient dans une longue série de manoeuvres d'intimidation menées par le régime pour contraindre ces pays à réduire leur appui à la lutte de libération en Afrique du Sud et en Namibie et constituaient en outre un grave manquement aux obligations assumées par les Etats Membres en vertu de la Charte des Nations Unies. Les deux présidents ont estimé que les derniers événements survenus en Afrique australe montraient une nouvelle fois combien il était impératif que la communauté internationale intensifie en priorité son appui et son assistance aux populations concernées.

6. Les deux présidents ont noté qu'en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Comité spécial, plusieurs organisations et organismes internationaux avaient continué de fournir, à des degrés divers, une assistance aux populations de Namibie et d'autres territoires coloniaux. Ils ont fait remarquer toutefois que l'assistance fournie jusqu'à ce jour par ces organismes était loin d'être suffisante, compte tenu des besoins cruciaux de ces populations. Ayant présentes à l'esprit les dispositions pertinentes des décisions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à sa vingt et unième session tenue à Addis-Abeba du 18 au 20 juillet 1985 (voir A/40/666, annexe II), par le Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique à sa quarante-quatrième session ordinaire, tenue à Arusha du 4 au 6 juillet 1985 2/ et par la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 14 au 20 avril 1986 (voir A/41/341-S/18065), les

présidents ont prié instamment les institutions spécialisées et toutes les autres organisations concernées d'intensifier leurs efforts pour fournir toute l'aide morale et matérielle possible aux peuples opprimés de Namibie et d'Afrique du Sud ainsi qu'à leurs mouvements de libération nationale.

7. Le Président du Conseil et le Président par intérim du Comité spécial ont constaté avec satisfaction que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avait continué de fournir une assistance aux populations concernées et à leurs mouvements de libération nationale sous la forme de programmes d'éducation et de formation, en améliorant notamment les compétences et qualifications des membres de ces derniers par des programmes d'enseignement et de formation, en vue de les préparer aux responsabilités qu'ils auraient à assumer dans les domaines de l'administration, de la technique et de la gestion dans leurs pays respectifs, ainsi qu'en favorisant leur autosuffisance dans les pays d'asile, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la production alimentaire, des soins de santé et de la formation professionnelle. Les deux présidents ont noté que l'aide apportée par le PNUD aux mouvements de libération nationale en 1985 s'était élevée à 2 393 100 dollars, dont près de 88 p. 100 avaient été prélevés sur les chiffres indicatifs de planification (CIP), et le reste sur le Fonds d'affectation spéciale en faveur des pays et des peuples coloniaux.

8. Les deux présidents ont constaté que sur les 14 projets en faveur des mouvements de libération nationale qui étaient en cours à la fin de 1984, deux projets relatifs à la santé avaient été intégralement financés au début de 1985 et que quatre nouveaux projets avaient été adoptés, portant à 16 le nombre total de projets en cours pendant la période considérée. Ils ont noté que, comme les années précédentes, la majeure partie de l'assistance fournie par le PNUD concernait l'enseignement et la formation, puisque neuf projets, d'une valeur de 1 820 100 dollars, étaient exécutés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Ils ont également noté que trois projets concernant l'agriculture, d'un montant de 167 600 dollars, étaient exécutés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et que les projets exécutés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le domaine des soins de santé s'élevaient à 159 600 dollars. En ce qui concerne la répartition des 16 projets, les présidents ont noté que trois d'entre eux bénéficieraient à l'ensemble des mouvements de libération nationale, six étaient destinés à l'African National Congress (ANC), trois au Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et quatre à la South West Africa People's Organization (SWAPO).

9. Les deux présidents ont noté avec satisfaction que, sous la direction du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et avec l'assistance du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, les efforts se poursuivaient pour élaborer, en étroite collaboration avec le PNUD, des programmes d'assistance en faveur du peuple namibien. Ils ont noté que les bourses de perfectionnement et les possibilités de formation en groupe dans différents domaines économiques et sociaux, qui avaient été offertes à plus de 1 000 Namubiens, représentaient plus de 85 p. 100 des ressources financières du Programme. Ils ont également noté que le coût total des projets terminés depuis le lancement du programme s'était élevé à 5,2 millions de dollars et que celui des projets actuellement en cours dépassait 14 millions de dollars. Sur le coût total des projets (terminés et en cours) plus de 12 millions de dollars (65,2 p. 100) avaient été couverts par le Fonds d'affectation spéciale, environ 5,5 millions de dollars (28,7 p. 100) par le PNUD et environ 1,1 million de dollars (6,1 p. 100) par les agents d'exécution.

10. Les deux présidents ont noté avec satisfaction que le Conseil d'administration du PNUD avait décidé à sa trente-deuxième session de fixer à 6,4 millions de dollars le montant du CIP du quatrième cycle de programmation pour la Namibie (1987-1991) en relevant à titre exceptionnel de 50 p. 100 le montant de ce CIP, qui est fixé en fonction des critères utilisés pour le calcul des CIP nationaux. Ils ont noté que ces ressources supplémentaires étaient nécessaires pour compenser les déficits du Fonds des Nations Unies pour la Namibie. Ils ont noté également que, compte tenu du montant minimum de 4,4 millions de dollars imputé sur le CIP qui était réservé aux mouvements de libération nationale, le montant total des ressources consacrées à la Namibie au titre du CIP au cours du quatrième cycle de programmation atteindrait environ 10,8 millions de dollars.

11. S'agissant d'autres territoires sous tutelle et non autonomes, le Président du Conseil économique et social et le Président par intérim du Comité spécial ont noté avec satisfaction que plus de 20 projets d'assistance intéressant neuf territoires et portant sur un montant de 3,7 millions de dollars avaient été élaborés, financés et mis en oeuvre par le PNUD au titre du quatrième cycle, en collaboration étroite avec les gouvernements locaux intéressés.

12. Tout en se félicitant de l'accroissement du volume de la coopération internationale aux programmes d'assistance, les deux présidents, conscients des besoins critiques du peuple namibien, ont engagé les organisations compétentes à mobiliser toutes les ressources disponibles afin d'assurer à la Namibie l'aide dont elle a besoin. A cette fin, les deux présidents ont demandé que l'on redouble d'efforts pour accroître les apports de fonds que requiert l'élaboration des programmes élargis d'assistance, et en particulier, que les principaux organismes de financement du système des Nations Unies apportent leur appui. Ils ont instamment invité ces organismes à prendre les mesures nécessaires pour éliminer les difficultés et les obstacles existants afin de libérer des ressources supplémentaires nécessaires. A cet égard, ils ont souligné le rôle des chefs de secrétariat des organismes compétents et exprimé l'espoir que ces derniers, conformément au paragraphe 23 de la résolution 40/53 de l'Assemblée générale et au paragraphe 15 de la résolution 1985/59 du Conseil économique et social, soumettraient des propositions concrètes à l'examen des organes délibérants et législatifs respectifs.

13. Les deux présidents sont convenus que les institutions et les organismes qui avaient jusque-là recouru essentiellement à des sources extra-budgétaires pour financer les projets d'assistance devraient s'efforcer de trouver, dans la mesure du possible, des moyens de faire une plus large place dans leurs budgets ordinaires au lancement et/ou à l'élargissement de projets appuyés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les mouvements de libération nationale. A cet égard, ils ont appelé en particulier l'attention sur le paragraphe 10 c) de la résolution 40/97 E du 13 décembre 1985, dans lequel l'Assemblée générale a demandé aux institutions spécialisées de continuer d'affecter des fonds prélevés sur leurs propres ressources financières à l'exécution des projets relevant du Programme d'édification de la nation namibienne approuvés par le Conseil de la Namibie.

14. Les deux présidents ont noté que les contacts et les liens étroits établis par les institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies avec des mouvements de libération, l'OUA et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie avaient grandement contribué à rendre efficace l'assistance aux populations concernées. Ils ont noté avec satisfaction que les mouvements de libération nationale continuaient d'être représentés aux réunions et aux conférences consacrées à la question par les institutions et les organismes intéressés, ce qui a amené ces organismes à examiner positivement les mesures d'assistance aux peuples coloniaux. Ils ont constaté que, conformément au paragraphe 6 de la résolution 2015 (LXI) du Conseil économique et social, plusieurs institutions continuaient à assumer les frais de voyage et autres frais connexes des représentants des mouvements de libération nationale invités à participer à ces réunions. Les deux présidents ont également noté que la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, était devenue membre de différentes institutions et organismes, rappelant les résolutions 40/53 et 40/97 de l'Assemblée générale et la résolution 1985/59 du Conseil économique et social, ils ont en outre prié instamment les institutions et les organismes qui n'avaient pas accordé le statut de membre à part entière au Conseil des Nations Unies pour la Namibie de le faire sans délai.

15. Les deux présidents sont convenus que les contacts étroits qui avaient été noués contribuaient à accroître le volume et à élargir la portée de l'assistance fournie par les institutions spécialisées et les organismes du système des Nations Unies et à améliorer l'aptitude de ces institutions à répondre plus rapidement et avec plus de souplesse aux besoins, au fur et à mesure qu'ils étaient identifiés. A ce propos, ils ont exprimé l'espoir que les institutions et les organismes du système des Nations Unies prendraient d'autres dispositions pour renforcer les mesures de coordination en vigueur, car il était essentiel de lier et de coordonner les projets d'assistance que ces organismes avaient prévus ou proposés, afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

16. Les deux présidents ont constaté que l'assistance aux réfugiés namibiens avait encore augmenté en 1985 grâce aux efforts fournis par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en étroite collaboration avec l'OUA et un certain nombre d'organismes des Nations Unies notamment l'Unesco, l'OMS, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le PNUD. Ils ont noté avec préoccupation que le nombre de Namibiens réfugiés était encore estimé à 70 000 en Angola et qu'il avait atteint 7 000 en Zambie. Ils ont en outre constaté qu'il y avait environ 12 800 réfugiés sud-africains dans les pays voisins, dont 9 000 en Angola et 3 000 en Zambie. Les deux présidents ont, par conséquent, lancé un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles versent des contributions au HCR afin de lui permettre de répondre efficacement et convenablement aux besoins des populations réfugiées.

17. Les deux présidents ont noté que les mesures qu'un certain nombre d'institutions et d'organismes avaient adoptées pour qu'aucune assistance ne soit fournie au Gouvernement sud-africain continuaient d'être en vigueur. Ils sont convenus que les organismes du système des Nations Unies devraient renforcer ces mesures afin d'isoler au maximum le régime sud-africain, conformément aux dispositions des résolutions de l'ONU relatives à la question, en particulier la résolution 40/53 de l'Assemblée générale. A cet égard, ils ont exprimé leur

profonde préoccupation face à la collaboration persistante entre le Fonds monétaire international (FMI) et l'Afrique du Sud. Cette collaboration équivalait à admettre ou à cautionner la politique de répression pratiquée par le régime raciste sud-africain en Namibie et ses actes d'agression flagrante dirigés contre ses voisins. A cet égard, les deux présidents ont appelé l'attention sur les dispositions pertinentes des recommandations - en particulier la recommandation figurant au paragraphe 50 b) - du rapport du Groupe de personnalités éminentes chargées de conduire les auditions publiques sur les activités de sociétés transnationales en Afrique du sud et en Namibie (E/C.10/1986/9), rapport que le Conseil économique et social a accueilli favorablement et approuvé dans sa résolution 1986/1.

18. Les deux présidents ont noté avec satisfaction les renseignements détaillés fournis par un certain nombre d'institutions spécialisées et organismes des Nations Unies [voir le rapport du Secrétaire général (A/41/407)] au sujet de leurs activités respectives à l'appui des peuples des territoires coloniaux. Ledit rapport signalait en effet qu'un nombre croissant de ces organisations avaient renforcé leurs programmes d'aide ou en avaient formulé de nouveaux dans le cadre de leurs propres ressources budgétaires, et avaient, en outre, intensifié leur collaboration avec le PNUD en tant qu'agent d'exécution. Ils ont également noté avec satisfaction que bon nombre d'organismes avaient coopéré étroitement avec les Etats de première ligne et les pays nouvellement indépendants pour répondre aux besoins des gouvernements de ces pays. Les présidents ont exprimé l'espoir qu'en réponse aux appels réitérés lancés par les organes compétents de l'ONU, les organismes des Nations Unies continueraient de renforcer leur assistance à ces pays.

19. Le Président par intérim du Comité spécial a informé le Président du Conseil qu'en application du paragraphe 16 de la résolution 1985/59, l'attention du Comité spécial avait été appelée sur ladite résolution ainsi que sur les débats qui lui avaient été consacrés à la seconde session ordinaire du Conseil économique et social, en 1985. Il lui a également fait savoir que le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance du Comité spécial continuait de suivre l'application par les institutions spécialisées et les organismes associés à l'ONU, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et d'autres résolutions relatives à la question, notamment la résolution 40/53 de l'Assemblée générale. Le Président du Comité spécial a également signalé que le Comité spécial prendrait en considération, lorsqu'il examinerait la question en août 1986, les résultats des consultations tenues par le Sous-Comité à sa présente session ainsi que les résultats de l'examen de la question par le Conseil à sa seconde session ordinaire en 1986.

20. Sachant que la question soulevée dans le présent rapport exigerait un examen continu de la part du Conseil économique et social et du Comité spécial, les deux présidents sont convenus, sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait formuler à sa quarante et unième session et suivant les décisions que pourraient prendre le Conseil et le Comité spécial, de rester en contact étroit.

II. COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

21. Le Président par intérim du Comité spécial contre l'apartheid a rappelé les dispositions des résolutions ci-après adoptées par l'Assemblée générale à sa quarantième session :

a) La résolution 40/64 A dans laquelle l'Assemblée a, entre autre, demandé à tous les organismes des Nations Unies et aux autres organisations internationales qui ne l'ont pas encore fait d'exclure immédiatement le régime sud-africain; demandé à la Commission économique pour l'Europe de cesser tout contact et toute collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud; engagé une nouvelle fois le Fonds monétaire international à mettre fin de toute urgence à l'octroi de crédits et de toute autre assistance au régime raciste d'Afrique du Sud; demandé à tous les organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires pour :

a) suspendre toutes facilités offertes aux banques, institutions financières et sociétés, qui traitent avec l'Afrique du Sud ainsi que tous investissements dans ces établissements; b) refuser d'acheter directement ou indirectement des produits d'origine sud-africaine; c) refuser tous contrats ou facilités aux sociétés qui collaborent avec l'Afrique du Sud et s'abstenir d'y procéder à des investissements; et d) interdire tout voyage officiel sur les South African Airways ou les compagnies maritimes sud-africaines; et engagé et autorisé le Comité spécial contre l'apartheid à redoubler d'efforts et à intensifier son action en vue d'isoler totalement le régime d'apartheid, d'encourager l'adoption de sanctions globales et obligatoires contre ce pays, de mobiliser l'opinion publique et de l'encourager à agir contre la collaboration avec l'Afrique du Sud;

b) La résolution 40/64 C, dans laquelle l'Assemblée a décidé d'organiser, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des pays non alignés, une conférence mondiale de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste en juin 1986; autorisé le Comité spécial contre l'apartheid à prendre, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des pays non alignés, toutes les mesures nécessaires pour l'organisation de la conférence; et invité tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales à coopérer avec le Comité spécial dans l'application de la présente résolution;

c) La résolution 40/64 D, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de prendre, à titre hautement prioritaire, toutes les mesures voulues pour que le Département de l'information du Secrétariat et tous les organismes des Nations Unies coopèrent pleinement avec le Comité spécial et le Centre contre l'apartheid pour diffuser des informations sur les crimes de l'apartheid; prié le Département de l'information de diffuser aussi largement que possible des informations sur les atrocités et les crimes commis par le régime d'apartheid, et fait appel à tous les gouvernements, aux médias, aux organisations non gouvernementales et aux particuliers pour qu'ils aident l'Organisation des Nations Unies à diffuser des informations contre l'apartheid;

d) La résolution 40/64 F, dans laquelle l'Assemblée a approuvé les recommandations que le Comité spécial, aux paragraphes 400 à 404 de son rapport, a formulées au sujet de son programme de travail et des activités visant à promouvoir la campagne internationale contre l'apartheid;

e) La résolution 40/64 I, dans laquelle l'Assemblée a prié instamment le Conseil de sécurité d'envisager sans tarder d'adopter des sanctions obligatoires efficaces contre l'Afrique du Sud; et prié en outre instamment le Conseil de sécurité de veiller à la stricte application de l'embargo obligatoire sur les armes qu'il a institué par sa résolution 418 (1977) et de l'embargo sur les armes qu'il a demandé par sa résolution 558 (1984) et, dans le contexte des résolutions pertinentes, de faire cesser la coopération militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et l'importation de matériel ou de fournitures militaires en provenance d'Afrique du Sud.

22. On trouvera ci-après un compte rendu des consultations tenues en 1986 entre le Président du Conseil économique et social et le Président du Comité spécial contre l'apartheid, conformément à la résolution 1985/59 du Conseil économique et social.

23. Le Président par intérim du Comité spécial s'est entretenu avec le Président du Conseil économique et social de l'aggravation de la situation en Afrique australe par suite du maintien par l'Afrique du Sud de sa politique d'apartheid à l'intérieur de ses frontières et en Namibie malgré une résistance populaire croissante, de son agression militaire contre des Etats voisins, noirs et indépendants, y compris tout dernièrement le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe, le 19 mai 1986, et de son refus de prendre les dispositions voulues pour assurer l'indépendance de la Namibie conformément au plan des Nations Unies. Ils ont également passé en revue les mesures de lutte contre l'apartheid prises par les gouvernements et la communauté internationale depuis qu'ils s'étaient consultés pour la dernière fois sur cette question.

24. A cet égard, le Président par intérim du Comité spécial a informé le Président du Conseil des objectifs et des préparatifs de la prochaine conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, qui se tiendra à Paris du 16 au 20 juin 1986. Il l'a assuré que le Conseil serait tenu informé des décisions prises par la Conférence.

25. Le Président du Comité spécial a exprimé l'espoir que l'Agence internationale de l'énergie atomique prendrait toutes les dispositions possibles pour interdire au régime raciste d'Afrique du Sud l'accès aux techniques nucléaires, et le regret que le Fonds monétaire international n'ait pas encore pris des mesures effectives pour mettre fin à sa collaboration avec ce régime. Il a, d'autre part, demandé instamment que soit augmentée l'aide apportée aux Etats de première ligne, à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe ainsi qu'aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie et à leurs mouvements de libération.

26. Le Président du Conseil économique et social a appelé l'attention sur la résolution 1986/1 du Conseil, du 19 mai 1986, sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et la suite à donner au rapport du Groupe de personnalités éminentes chargé de conduire les auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, qui, conformément à la décision prise par le Conseil, doit servir d'apport à la Conférence internationale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud. Dans cette résolution, le Conseil a accueilli favorablement et approuvé le rapport du Groupe de personnalités éminentes (E/C.10/1986/9) et prié instamment tous les

Etats, organisations, organismes et organes des Nations Unies, organisations non gouvernementales et sociétés transnationales, banques et établissements financiers, d'appliquer les recommandations formulées par le Groupe de personnalités éminentes en vue de contribuer plus efficacement à éliminer l'apartheid et à mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie compte tenu de la date limite, janvier 1987, proposée par le Groupe.

27. Au cours de cet entretien, le Président du Comité spécial a exprimé la satisfaction du Comité au sujet des dispositions prises par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du Comité administratif de coordination, concernant l'application des résolutions de l'ONU relatives à la lutte contre l'apartheid, et il a souligné combien il importait que tous les organismes des Nations Unies prennent des mesures pour mettre un terme à toutes transactions avec les banques, les institutions financières et les sociétés transnationales qui collaborent avec l'Afrique du Sud.

Notes

1/ A/40/23 (partie IV), chap. VII, par. 14. A paraître en tant que Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 23 (A/40/23).

2/ A/40/666, annexe II.

3/ A/40/24, partie I.

4/ A paraître sous la cote A/41/341-S/18065.
